

L'avenir de l'information, de la presse et de l'impression

À CELUI QUI DOUTE

C'en serait fini de la civilisation du journal ? L'entrée dans le chaos numérique est avérée ? L'avenir appartient au digital, c'est écrit ? Le doute ou les fausses évidences ne relèvent pas du caractère plus ou moins pessimiste de chacun, pas plus que d'une évaluation individuelle plus ou moins lucide du futur immédiat de l'imprimerie et du papier.

Ce doute sur l'avenir et son cortège de renoncements est à considérer comme la conséquence de l'implantation calculée d'un virus du système économique au temps de sa crise perpétuelle. Partout et en tout lieu, et dans la presse également, le libéralisme donne à croire que le salarié est la cause des problèmes, dont la seule résolution possible passerait par son départ, son appauvrissement et sa précarité.

L'entreprise de domination de l'information implique la culpabilisation de ses acteurs. Cette guerre quasi bactériologique a comme but la démoralisation des producteurs de l'information dans la mesure où ils en sont les salariés naturels. Une guerre d'autant plus violente que l'information possède un rôle stratégique dans le dispositif du consentement à la crise et à l'austérité.

L'avenir de l'information libre et de la presse est lié à notre capacité à les représenter, à l'issue de nos combats. Eux, les détenteurs de capitaux, veulent l'inverse, leur principe d'autodéfense au temps du capitalisme en dépression longue applique **cette règle d'or : pas d'investissements, ni dans le papier ni dans le numérique**, pas de démocratie sociale, ni dans les groupes industriels circonvenant la presse ni au sommet d'un Etat qui leur est providentiel.

La vérification est facile, il suffit de regarder l'accumulation et la progression des 10 premières fortunes de France, et la chute des investissements réellement consentis dans l'information.

1^{er} Bernard Arnault Les Echos LVMH Luxe 27 000 millions €. **6^e Serge Dassault groupe Le Figaro** – Marcel Dassault Industrie 13 500 millions €. **7^e François Pinault** Le Point - Kering Distribution 13 500 millions €. **8^e Vincent Bolloré** Direct Plus - Françafrique 10 000 millions €. **9^e Xavier Niel** Le Monde Free Télécoms 8 500 millions €. Il convient d'y ajouter **Lagardère**-magazines-radio-télé, **Bouygues**-TF1-Métro, le **Crédit Mutuel** et son empire de presse de l'est du pays, le **Crédit agricole** disposant de son propre groupe de presse, lié de plus au groupe Rossel (Groupe Voix du Nord), etc.

Les capitaux placés dans les entreprises d'information obéissent à une logique de contrôle et non de développement, de rentabilité et non de promotion de l'information. En somme, ces gens-là, patrons de l'industrie et de la finance, capturent l'information pour en faire une marchandise promotionnelle au seul service de la construction médiatique de leur prétendue légitimité.

D'où la tension de leurs contradictions : comment raconter que TINA – *There Is No Alternative* – au libéralisme austéritaire au moment où, à la fois, les inégalités sociales deviennent béantes et l'information conserve sur beaucoup de supports des espaces incontrôlés, qui rappellent à eux seuls que la domestication de la presse est une croisade non achevée ? Comment achever cette capture

globale de l'information sans mettre en péril le moindre placement hasardeux de capitaux, si ce n'est en quémandant auprès de l'Etat les sommes de complément pour arrondir le chiffre d'affaires ?

Car nos industriels et financiers ne manquent ni de cynisme ni de désinvolture : ils condamnent les « assistés » que seraient les salariés et en même temps ils envoient leurs fondés de pouvoir quadrillant les syndicats patronaux pour décrocher auprès de l'Etat le moindre centime afin d'économiser leurs fonds « propres ». **L'Etat stratège n'a d'autre ordre du jour que celui-là : tenir la main de patrons fatigués de l'industrie pour les aider à investir sans frais dans le numérique, dont eux mêmes doutent qu'ils soient un Eldorado.**

Alors les propriétaires sèment le désordre dans la presse par les fusions, acquisitions, concentrations et restructurations perpétuelles. L'illusion du mouvement est si mal faite qu'on discerne la médiocrité des opérations commerciales. *Nice Matin, Midi libre, Sud Ouest, Centre France*, tout s'achète et se vend à bas prix dans le crépuscule de la gloire de la presse d'information. L'ordonnateur de ces pompes funèbres est le tribunal de commerce, corps né du marché des transactions en titres de propriété.

Dans ces enchères inversées, Niel se donne comme le nouveau Bonaparte des médias, Le Crédit Mutuel comme la banque sociale de la presse, Rossel comme le comptable de sa rentabilité à 10% pendant que Centre France joue à l'empire renaissant. Avec eux, l'information sent l'arrière boutique et le tiroir caisse. Mais ont-ils besoin de gloire ? Ils ont fixé comme préalable la liquidation des vestiges de la régulation de la Libération, qui dressait les ordonnances comme un barrage contre les forces de l'argent.

Le mal qu'ils font à l'information confine à la manipulation génétique : ils n'en veulent retenir et laisser vivre que la valeur marchande, et non la valeur d'usage démocratique. Ne serait information que celle qui se vend avec bénéfice et qui transforme l'esprit de l'acheteur en consommateur connecté en permanence, prêt à tchater et à acheter, jour et nuit. Capter l'attention sur l'écran, les écrans, voilà le moyen pour exclure l'esprit critique du lecteur.

Leur contradiction est donc immense : *d'un de leurs côtés*, l'incertitude de la machine économique à faire du profit par d'autres voies que la finance, *de l'autre de leurs côtés* la certitude que la production d'informations doit ressembler à un bombardement permanent pour masquer le désastre du système inégalitaire. De plus, leur besoin d'informations permanentes diffusées sans répit grandit à mesure que le gouvernement est contourné par le pouvoir des sociétés transnationales qui obéissent à des logiques de mondialisation extérieure à l'Etat Nation.

Voilà qui dessine les contours de notre combat. Dans la phase actuelle, le patronat de l'information, s'est bunkerisé, claquemuré, réfugié dans des instances où ne siègent que les représentants des gouvernements successifs. La non représentation des salariés, l'éviction de toute question sociale obéissent au mot d'ordre libéral, *Think global, Act local* : la stratégie patronale est globale mais ne consentez de négociations que locales.

Notre Combat ? **1** Ouvrir les portes de l'information aux jeunes **2** Forcer le blocus de la négociation nationale **3** Imposer les investissements nécessaires à l'information libre **4** Créer les régulations indispensables contre la mutation de l'information en données digitales aseptisées et marchandes **5** Faire reculer l'appropriation des outils de l'information par les oligarques de la finance et de l'industrie **6** Soutenir la nécessité pour la sauvegarde de l'esprit critique des instruments industriels et de diffusion du papier imprimé.

Voilà dans quel cadre se place notre démarche concernant l'information libre et pluraliste et son avenir immédiat.